Conférence du Jeudi 31 mai 2018 à l'Assemblée Nationale, salle Colbert

Quel avenir pour l'Aide publique au développement au Sahel ?

Contexte:

- **Les enjeux au Sahel : la sécurité avant le développement ?**

L'Alliance pour le Sahel fut lancée le 13 juillet 2017, sur l'initiative de la France et de l'Allemagne. Elle doit permettre de financer environ 500 projets grâce à 6 milliards d'euros d'investissements d'ici à 2023 dans des domaines aussi divers que l'éducation et la formation des jeunes, l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'énergie et le climat, la gouvernance, et la décentralisation des services de base. Ces projets prendront place au sein des Etats du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina-Faso, Niger, Tchad).

Cette alliance doit parvenir à répondre aux enjeux clés de ces zones de tensions, où insécurité et pauvreté s'alimentent mutuellement. Elle est donc présentée comme le pendant développement de la force militaire G5 Sahel. Cependant, la frontière entre développement et sécurité reste floue. Une approche de l'aide basée sur les enjeux humanitaires, le respect du Droit International Humanitaire pour protéger les populations et leur permettre d'accéder aux services de bases serait la bienvenue.

Dans cette région instable, soumise à des conflits armés et à des attaques terroristes, il est primordial de veiller à ce que les enjeux de développement, qui reflètent les besoins des populations vulnérables, ne soient pas relégués au second plan. La stabilité dépend de la réduction de la pauvreté. En effet, en dehors des conflits, la pauvreté est également vectrice de l'instabilité.

- **La faim : un enjeu de développement capital au Sahel**

Cependant, l'Alliance doit avant tout accompagner les priorités stratégiques des pays du G5 Sahel dans plusieurs piliers du développement notamment via le pilier « Agriculture, développement rural et sécurité alimentaire ». La situation s'avère en effet critique. La faim, première cause de décès des enfants de moins de 5 ans dans le monde, touche plus de 15% de la population des pays de l'Alliance Sahel et parmi les pays les plus touchés par le retard de croissance, on compte 4 des 5 pays du G5. La situation est encore plus dramatique en ce qui concerne la forme la plus mortelle de la malnutrition : la malnutrition aigüe sévère ou émaciation. Le Niger faisant partie des pays les plus touchés au monde avec 1 enfant sur 6 souffrant d'émaciation.

- **L'Alliance Sahel : l'opportunité d'un leadership et d'une cohérence des interventions au Sahel**

Depuis des années, la France a fait des pays du Sahel ses pays d'intervention prioritaires. Zone emblématique de la résilience, les effets des engagements promis se font attendre. Au-delà d'une approche militaire et sécuritaire, un changement d'approche pour mieux faire le lien entre urgence et développement doit être envisagé. Ce sont des moyens financiers adéquats qu'il faut mobiliser pour changer ce paradoxe qui voit la France engager au sein des pays du G5, en 2015, 650 millions de dollars de dépenses militaires contre seulement 240 millions de dollars de dépenses pour le développement. Le Sahel est présenté comme une région d'insécurité et de lutte contre le terrorisme mais il abrite surtout une population de millions d'hommes et de femmes luttant tous les jours, à la fois, pour se construire un futur mais aussi pour leur survie. Aussi, il est primordial de ne pas oublier les populations sur place qui souffrent des conséquences directes des conflits et des interventions armées pour lutter contre le terrorisme.

Alors que le Président de la République achève sa première année à l'Elysée, il est important de réfléchir sur l'efficacité de la politique de développement française au Sahel.

Objectifs :

Cette conférence doit être l'occasion d'aborder les enjeux de développement au Sahel auprès des décideurs français par le biais de panélistes variés ; instituts de recherches, ONG mais également acteurs du sud, pour témoigner des

besoins et de la situation sur place, afin de faire un constat mais aussi de cibler les moyens de perfection de la politique de développement française au Sahel.

Déroulement et objectifs spécifiques:

La demi-journée se déroulera en **3 sessions**, chacune **modérée par un député**. **Chaque session d'une durée d'une heure** (10 min par intervenant puis 25 min de Questions/Réponses), doit permettre de répondre à certaines questions.

Programme :

8h30-9h : Accueil des participants

9h-9h15 : Introduction :

- Thomas Ribemont, Président d'Action contre la Faim
- Jacques Maire, Député français membre de la commission des Affaires Etrangères

9h15-9h30 : Présentation du contexte

- Serge Michailof (confirmé) Chercheur associé à l'IRIS, ex-directeur à la Banque Mondiale, ancien directeur des opérations de l'AFD

Première table ronde : 9h30-10h25

Le Sahel : les enjeux de la faim et du développement

- *Modéré par Jean-Michel Clément, Député membre de la Commission des lois, Président du groupe d'amitié France-Burkina-Faso*

A ce jour, au sein de l'Alliance Sahel, la frontière entre développement et sécurité reste floue. La France doit réviser son approche des enjeux de développement dans cette région où la pauvreté est une conséquence mais aussi et surtout une cause de l'instabilité. Il est question, dans cette première table ronde, de faire un état des lieux des besoins financiers et structurels des pays du Sahel et d'aborder les enjeux de développement et les besoins des populations, notamment à travers l'accès aux services de soins de base et les enjeux de la malnutrition et la sécurité alimentaire.

9h30-9h40 Intervention de Mamadou Diop, Représentant Régional pour l'Afrique de l'Ouest, Action contre la Faim: Etat des lieux des besoins des populations des pays du Sahel afin de mettre en exergue les questions de développement, notamment via le prime de l'accès aux services essentiels et de la lutte contre la malnutrition. Faire entendre les voix des populations.

9h40-9h50 Intervention de Mariem Baba Sy, Présidente du Réseau des femmes parlementaires de Mauritanie et Ancienne ministre des Affaires sociales, de l'enfant et de la famille (confirmé): Point de vue d'une députée du Sud sur les priorités en matière de développement des Etats du Sahel et sur sa vision des enjeux sur place. Les enjeux de développement ont bien été pris en compte dans les politiques nationales du Sahel, ce qui doit permettre, entre-autre, de faciliter l'alignement des bailleurs.

9h50-10h Intervention de la Banque Mondiale (TBC) : Etat des lieux des dépenses et des besoins financiers mais aussi structurels dans les pays du Sahel. Rappeler les liens entre la nutrition et le capital humain, ainsi que le développement économique. Aperçu de leurs interventions sur place.

➔ 10h-10h25 25 min de Q/R

Seconde table ronde : 10h25-11h20

L'aide au Sahel : quelle approche des enjeux humanitaires?

- *Modérée par le Député Fabien Gouttefarde (TBC), Président du groupe d'études Actions Humanitaires de l'Assemblée Nationale*

Les enjeux de sécurité et de lutte contre le terrorisme dominent les discussions concernant les pays du Sahel au dépend des enjeux humanitaires, ce qui participe à perpétuer le cycle pauvreté-instabilité. En effet, seule, l'action sécuritaire ne réglera rien. Il est important d'avoir une approche davantage axée sur les enjeux de développement et humanitaire, afin d'éviter des interventions qui, parfois, nuisent aux besoins des populations sahéliennes.

10h25-10h35 Intervention de Souleymane Ouattara, Député malien, Président du Réseau des Parlementaires en faveur de la nutrition au Mali : Procéder à un focus sur les enjeux humanitaires afin de rappeler la nécessité de placer les besoins des populations au cœur de nos interventions.

10h35-10h45 Intervention d'ECHO (TBC) : Flexibilité et continuité des financements entre humanitaire et développement. Comment s'assurer que les financements couvrent l'entièreté des besoins et des zones concernées ?

Ou Intervention du Service européen pour l'action extérieure (TBC) : Les enjeux de sécurité et de lutte contre le terrorisme dominent nos discussions au dépend des enjeux humanitaires ? Quelle prise en compte par l'Europe du cycle pauvreté-instabilité ?

10h45-10h55 Intervention de Yves Horent, Conseiller humanitaire pour DFID: Présenter la stratégie de DIFID au Sahel et les réflexions en cours. Quelles sont leurs stratégies, comment s'organisent-elles ? Quelle prise en compte des enjeux humanitaires de DIFID sur le terrain ?

➔ 10h55-11h20 25 min Q/R

Pause 11h20-11h35

Troisième table ronde : 11h35-12h30

L'Alliance Sahel : vers l'opportunité d'un nouveau développement au Sahel ?

- *Modérée par Jacques Maire, Vice-Président de la Commission des Affaires Etrangères*

L'Alliance Sahel constitue l'opportunité d'une nouvelle politique de développement, en réinvestissant notamment les secteurs de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture et en en favorisant les partenariats avec la société civile. Cette partie permettra d'avoir plus de visibilité sur son fonctionnement, sa gouvernance et ses modalités d'action.

11h35-11h45 Intervention de Jean-Marc Gravellini, Coordinateur de l'Alliance Sahel, Agence Française de Développement : Présentation de l'alliance Sahel, sa gouvernance, les modalités d'actions.

11h45-11h55 Intervention Florian de Jacquelot, Agro-économiste, Chargé de mission Partenariat Sahel, CCFD-Terre Solidaire : Focus plus précis sur le pilier « sécurité alimentaire et agriculture » de l'Alliance, afin de le présenter plus en détail et ainsi souligner l'importance d'une prise en main mais aussi les besoins de financement de celui-ci.

11h55-12h05 Intervention de Boureima Dissan Gnoumou, Député burkinabè, Coordonnateur du Réseau des Parlementaires en sécurité nutritionnelle – REPASEN : La lutte contre la malnutrition a été priorisées par le Burkina Faso. Plus généralement les enjeux de développement ont bien été pris en compte dans les politiques nationales du Sahel, ce qui doit permettre entre-autre de prioriser les interventions nutritionnelles et faciliter l'alignement des bailleurs.

➔ 12h05-12h30 25 min de Q/R

12h30-12h50 Conclusion de Jean-Marc Châtaignier

Déjeuner de travail entre parlementaires :

Ce déjeuner doit constituer un moment d'échanges entre députés des pays du Sahel et députés français sur les enjeux liés au développement et à la malnutrition.

- 15 personnes max
- Présentation plus précise des enjeux de la malnutrition
- Par extension présentation des besoins financiers
- Présenter la nécessité que les députés s'emparent du sujet.
- Possibilité d'échanges plus importantes avec les Députés du Sud présents

Contacts :

Hélène CERNEAU, Chargée de plaidoyer Nutrition France, Action contre la Faim France, 01 70 84 73 80 / 06 98 32 95 10, hcerneau@actioncontrelafaim.org

Louis-Nicolas JANDEAUX, Service plaidoyer Nutrition France, Action contre la Faim France, 01 70 84 73 73 / 06 49 15 58 60, ljandeaux@actioncontrelafaim.org